

La République islamique a exécuté au moins 1 639 personnes en 2025

Les autorités iraniennes ont exécuté au moins 1639 personnes en 2025, soit en moyenne plus de quatre exécutions par jour. C'est un record depuis 1989, ont indiqué lundi 20 avril 2026 deux ONG, qui ont averti que le recours à la peine capitale pourrait s'accroître du fait de la guerre contre Israël et les États-Unis.

Le nombre d'exécutions a progressé de 68% par rapport à 2024 (975 personnes tuées) et inclut 48 femmes qui ont été pendues, ont comptabilisé dans leur rapport annuel conjoint l'organisation norvégienne Iran Human Rights (IHR) et l'organisation parisienne Ensemble contre la peine de mort (ECPM).

Si la République islamique « survit à la crise actuelle, il existe un risque sérieux que les exécutions soient utilisées de manière encore plus poussée comme outil d'oppression et de répression », alerte le rapport.

« Un outil politique d'oppression et de répression »

L'IHR - qui exige deux sources pour confirmer des exécutions - pour la plupart non relayées par les médias officiels iraniens - considère que l'estimation des pendaisons pour 2025 représente un « minimum ».

Selon le rapport, le nombre d'exécutions est un record depuis que l'IHR a commencé à faire ce recensement en 2008, et le plus élevé jamais signalé depuis 1989.

Les ONG avertissent que « *des centaines de manifestant.es détenu.es risquent toujours la peine de mort et l'exécution* » après avoir été inculpé.es de crimes passibles de la peine capitale pour avoir participé en janvier 2026 aux manifestations contre les autorités.

Ces manifestations avaient été réprimées dans le sang, des organisations de défense des droits humains faisant état de milliers de mort.es et de l'arrestation de dizaines de milliers de personnes.

« *En semant la peur, en procédant à une moyenne de quatre à cinq exécutions par jour en 2025, les autorités ont tenté d'empêcher de nouvelles manifestations* », analyse Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur de l'IHR.

Depuis le début de la guerre déclenchée le 28 février par Israël et les États-Unis, l'Iran a pendu sept personnes en lien avec les manifestations de janvier. « *En Iran, la peine de mort est utilisée comme un outil politique d'oppression et de répression, les minorités ethniques et d'autres groupes marginalisés étant surreprésentés parmi les personnes exécutées.* », explique Raphaël Chenuil-Hazan, directeur général de l'association Ensemble contre la peine de mort.

Au moins 48 femmes exécutées

Le rapport précise que près de la moitié des personnes exécutées en 2025 avaient été condamnées pour des infractions liées à la drogue. Au moins 48 femmes ont été exécutées, le nombre le plus élevé enregistré depuis plus de 20 ans, représentant une hausse de 55 % par rapport à 2024 (31 femmes pendues), selon les ONG.

D'après le rapport, 21 de ces femmes ont été exécutées pour avoir tué leur mari ou leur fiancé. Presque toutes les exécutions par pendaison ont eu lieu à l'intérieur des prisons, mais le nombre d'exécutions publiques a plus que triplé avec un total de 11 en 2025.

Le code pénal iranien autorise d'autres méthodes de peine capitale, mais ces dernières années, toutes les exécutions connues ont été effectuées par pendaison.

Des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, affirment que l'Iran est le pays qui procède au plus grand nombre d'exécutions par habitant au monde. Elles ajoutent qu'à l'exception de la Chine, pour laquelle aucune donnée fiable n'est disponible. L'Iran est le pays où a lieu le plus grand nombre d'exécutions.